
Deuxième session, trente et unième Législature

Second Session, Thirty-First Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 49

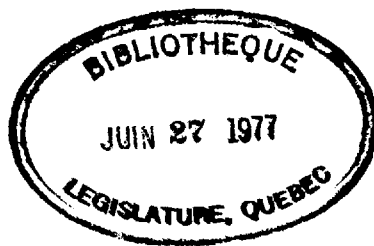
Bill No. 49

Loi constituant la Régie de
l'assurance automobile du Québec

An Act to establish the Régie de
l'assurance automobile du Québec

Première lecture

First reading



MADAME PAYETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1 9 7 7

Projet de loi n° 49

Loi constituant la Régie de
l'assurance automobile du Québec

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Un organisme, ci-après appelé «la Régie», est constitué sous le nom de «Régie de l'assurance automobile du Québec».

2. La Régie a pour fonctions d'élaborer et de mettre en place, avant le 1^{er} mars 1978, de concert avec le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières, le ministre des transports et le ministre du travail et sous l'autorité du gouvernement, les mécanismes administratifs requis:

a) pour l'instauration au Québec d'un régime d'indemnisation des personnes lésées à raison d'un dommage corporel causé par une automobile; et

b) pour la prise en charge, par la Régie, d'un fonds d'indemnisation des personnes lésées à raison d'un dommage matériel causé par une automobile lorsque la personne responsable du dommage est inconnue, n'est pas assurée, n'est pas assurée suffisamment ou est assurée auprès d'un assureur insolvable.

Ces mécanismes comprennent les dispositions de tout accord et de tout con-

Bill No. 49

An Act to establish the Régie de
l'assurance automobile du Québec

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. A body, hereinafter called "the Régie", is established under the name of "Régie de l'assurance automobile du Québec".

2. The functions of the Régie are to prepare and establish, before 1 March 1978, in concert with the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, the Minister of Transport and the Minister of Labour, under the authority of the Government, the administrative structures required for:

(a) establishing in Québec a compensation plan for persons suffering bodily injuries caused by an automobile; and for

(b) the taking in charge, by the Régie, of a compensation fund for persons suffering material damage caused by an automobile when the person responsible for the damage is unknown, uninsured, underinsured, or insured with an insolvent insurer.

Such structures comprise the provisions of any agreement and of any con-

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi pourvoit à la constitution et à l'organisation d'un organisme désigné sous le nom de « Régie de l'assurance automobile du Québec ».

Cet organisme a pour fonctions d'élaborer et de mettre en place, avant le 1^{er} mars 1978, les mécanismes administratifs requis:

a) pour l'instauration d'un régime d'indemnisation universel et sans égard à la responsabilité, pour les personnes lésées à raison d'un dommage corporel causé par une automobile; et

b) pour la prise en charge, par la Régie, d'un fonds d'indemnisation des personnes lésées à raison d'un dommage matériel causé par une automobile lorsque la personne responsable du dommage est inconnue, n'est pas assurée, n'est pas assurée suffisamment ou est assurée auprès d'un assureur insolvable.

Ce régime d'indemnisation ne pourra toutefois être mis en oeuvre ni le fonds d'indemnisation être créé que suivant une autre loi qui en prévoira les modalités.

EXPLANATORY NOTES

This bill provides for the establishment and organization of an automobile insurance board, designated under the name of "Régie de l'assurance automobile du Québec".

The functions of this body will be to prepare and establish, before 1 March 1978, the administrative structures required for:

(a) establishing a universal and no-fault compensation plan for persons suffering bodily injuries caused by an automobile; and

(b) the taking in charge, by the Régie, of a compensation fund for persons suffering material damage caused by an automobile when the person responsible for the damage is unknown, uninsured, underinsured or insured with an insolvent insurer.

This compensation plan will not, however, be implemented, nor the compensation fund created, except by another act, which will provide the terms and conditions of the plan.

trat de service que la Régie peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure avec la Commission des accidents du travail de Québec constituée en vertu de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159) aux fins de déléguer à cette dernière certaines fonctions reliées aux demandes d'indemnisation pour dommages corporels qui pourront être présentées en vertu de ce régime.

3. Le régime d'indemnisation des victimes de dommages corporels sera universel quant aux assurés et les indemnités qu'il prévoira seront versées sans égard à la responsabilité.

4. Le régime d'indemnisation des victimes de dommages corporels, qui sera appliqué par la Régie à compter du 1^{er} mars 1978, ne pourra toutefois être mis en oeuvre ni le fonds d'indemnisation être créé que suivant une autre loi qui en prévoira les modalités.

5. La Régie est une corporation au sens du Code civil; elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

6. La Régie jouit des droits et privilèges d'un mandataire du gouvernement.

Les biens de la Régie font partie du domaine public, mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

La Régie n'engage qu'elle-même lorsqu'elle agit en son propre nom.

7. La Régie a son siège social à l'endroit déterminé par le gouvernement; un avis de la situation ou de tout changement du siège social est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

tract of service that the Régie, with the authorization of the Government, may make with the Québec Workmen's Compensation Commission established under the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159) for the purpose of delegating to such Commission certain functions connected with the applications for compensation for bodily injuries that may be made under such plan.

3. The compensation plan for victims of bodily injuries will be universal as regards the insured persons and the compensation it will provide will be paid on a no-fault basis.

4. The compensation plan for victims of bodily injuries, to be applied by the Régie from 1 March 1978, shall not be implemented nor the compensation fund created except by another act, which will provide the terms and conditions thereof.

5. The Régie is a corporation within the meaning of the Civil Code and has the general powers of such a corporation and the special powers conferred upon it by this act.

6. The Régie has the rights and obligations of a mandatar of the Government.

The property of the Régie forms part of the public domain, but the performance of the obligations of the Régie may be levied against its property.

The Régie binds none but itself when it acts in its own name.

7. The Régie shall have its corporate seat at the place determined by the Government; a notice of the location and of any change of the corporate seat shall be published in the *Gazette officielle du Québec*.

La Régie peut tenir ses séances à tout endroit au Québec.

The Régie may hold its sittings anywhere in the province of Québec.

8. La Régie est administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres, dont un président et un vice-président, tous nommés par le gouvernement.

8. The Régie shall be administered by a board of five directors, including a chairman and a vice-chairman, all appointed by the Government.

9. Le gouvernement fixe le traitement et, s'il y a lieu, le traitement additionnel, les honoraires et les allocations de chacun des membres du conseil d'administration de la Régie de même que les indemnités auxquelles ils ont droit.

9. The Government shall fix the salary and, where necessary, the additional salary, fees and allowances of each member of the board of directors of the Régie and the indemnities to which they are entitled.

Les traitements, honoraires, allocations, indemnités et autres dépenses d'opération de la Régie sont à la charge de cette dernière.

The salaries, fees, allowances, indemnities and other operating expenses of the Régie shall be charged to the Régie.

10. Le gouvernement nomme le président du conseil d'administration de la Régie pour un terme qui ne doit pas excéder dix ans.

10. The Government shall appoint the chairman of the board of directors of the Régie for a term not exceeding ten years.

Le président doit s'occuper exclusivement du travail de la Régie et des devoirs de sa fonction.

The chairman shall devote his time exclusively to the work of the Régie and the duties of his office.

En cas d'absence ou d'incapacité d'agir, il est remplacé par le vice-président.

If the chairman is absent or unable to act, he shall be replaced by the vice-chairman.

Après l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé à nouveau.

After his term expires, he shall remain in office until he is replaced or reappointed.

11. Les membres du conseil d'administration de la Régie autres que le président sont nommés pour un terme n'excédant pas trois ans. Après l'expiration de leur mandat, ils demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés à nouveau.

11. The members of the board of directors of the Régie other than the chairman shall be appointed for a term not exceeding three years. After their term expires, they shall remain in office until they are replaced or reappointed.

12. Aucun membre du conseil d'administration de la Régie ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Régie.

12. No member of the board of directors of the Régie shall, under pain of forfeiture of office, have any direct or indirect interest in an undertaking putting his personal interest in conflict with that of the Régie.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

13. Le secrétaire et les autres fonctionnaires et employés de la Régie sont nommés et rémunérés suivant la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14).

Le président de la Régie exerce à cet égard les pouvoirs que la Loi de la fonction publique attribue aux sous-chefs de ministère.

14. Le président est directeur général de la Régie.

Le président et directeur général est responsable de l'administration de la Régie dans le cadre de ses règlements de régie interne; ces règlements sont approuvés par le gouvernement et entrent en vigueur lors de cette approbation.

15. Le quorum du conseil d'administration de la Régie est de trois membres, dont le président.

En cas d'égalité des voix, le président ou, dans les cas visés au troisième alinéa de l'article 10, le vice-président a un vote prépondérant.

16. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration, approuvés par lui et certifiés par le secrétaire ou par la personne autorisée à le faire par les règlements de régie interne, sont authentiques. Il en est de même des documents et des copies émanant de la Régie ou faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

17. Les membres du conseil d'administration de même que les fonctionnaires et employés de la Régie ne peuvent être poursuivis en justice en raison

However, such forfeiture shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift provided that he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

13. The secretary and the other officers and employees of the Régie shall be appointed and remunerated in accordance with the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14).

The chairman of the Régie shall exercise in that respect the powers conferred by the Civil Service Act on deputy-heads of departments.

14. The chairman is the general manager of the Régie.

The chairman and general manager is responsible for the administration of the Régie within the scope of its by-laws of internal management; such by-laws shall be approved by the Government, and come into force upon such approval.

15. Three members including the chairman constitute a quorum of the board of directors of the Régie.

In the case of a tie-vote, the chairman or, in the cases contemplated in the third paragraph of section 10, the vice-chairman, has a casting vote.

16. The minutes of the sittings of the board of directors, approved by it and certified by the secretary or by the person authorized to do so by by-law of internal management, are authentic; the same rule applies to documents and copies emanating from the Régie or forming part of its records, when so certified.

17. The members of the board of directors and the functionaries and employees of the Régie cannot be sued by reason of official acts done in

d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

good faith in the exercise of their functions.

18. La Régie peut, conformément à la loi, conclure des ententes avec un autre gouvernement au Canada, un gouvernement étranger ou avec un ministère ou un organisme de l'un de ces gouvernements, en vue de l'application de la présente loi.

18. The Régie may, in conformity with the law, enter into agreements with another Canadian government, a foreign government or a department or agency of such a government, for the application of this act.

19. L'exercice financier de la Régie se termine le dernier jour de février de chaque année.

19. The fiscal year of the Régie ends on the last day of February each year.

20. La Régie doit, au plus tard le 31 mai de chaque année, remettre au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières un rapport de ses activités pour l'exercice financier précédent; ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut exiger.

20. Not later than 31 May each year, the Régie shall submit to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions a report of its activities for the preceding fiscal year; such report shall also contain all the information that the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions may require.

Le ministre dépose le rapport de la Régie devant l'Assemblée nationale s'il le reçoit en cours de session; sinon, ou s'il le reçoit après un ajournement, il le dépose dans les trente jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise des travaux.

The Minister shall table the report of the Régie before the National Assembly if he receives it during session; if not, or if he receives it after an adjournment, he shall table it within thirty days after the opening of the next session or after resumption.

La Régie doit fournir au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières tout autre renseignement que ce dernier requiert quant à ses opérations.

The Régie shall give the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions any other information he may require on its operations.

21. Les livres et les comptes de la Régie sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et, en outre, chaque fois que le décrète le gouvernement; ces rapports doivent accompagner le rapport annuel de la Régie.

21. The books and accounts of the Régie shall be audited by the Auditor General each year and also whenever so ordered by the Government; such reports shall accompany the annual report of the Régie.

22. Avec l'autorisation préalable du gouvernement, la Régie peut contracter des emprunts par billets, obligations ou

22. With the previous authorization of the Government, the Régie may contract loans by notes, bonds or other

autres titres au taux d'intérêt et aux autres conditions que détermine le gouvernement.

[[**23.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine:

1. garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt de la Régie;

2. garantir l'exécution de toute autre obligation de cette dernière;

3. autoriser le ministre des finances à avancer à la Régie tout montant jugé nécessaire pour l'exécution de la présente loi au taux d'intérêt, pour le laps de temps et aux autres conditions qu'il détermine.

Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de ces garanties ou à avancer à la Régie sont prises à même le fonds consolidé du revenu.]]

[[**24.** Les deniers requis pour la mise en application de la présente loi sont pris, jusqu'au 1^{er} mars 1978, à même les sommes obtenues en vertu des articles 22 et 23 et, à compter de cette date, à même les sommes perçues pour les fins de la présente loi, qui sont remises à la Régie avec les intérêts et pénalités s'y rapportant, déduction faite des remboursements et compte tenu des ajustements découlant d'ententes ainsi que des frais de perception déterminés par le gouvernement.]]

25. Nonobstant l'article 13, la Régie peut, jusqu'au 1^{er} mars 1978, nommer et rémunérer le secrétaire ainsi que d'autres fonctionnaires et employés de la Régie d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlements de la Régie approuvés par le gouvernement; s'ils sont encore en fonction à cette date, la Loi de la fonction publique (1965, 1^{re} session, chapitre 14) leur devient alors applicable sans autre formalité.

securities, at such rate of interest and on such other conditions as are determined by the Government.

[[**23.** The Government, on such conditions as it determines, may:

(1) guarantee the payment in principal and interest of any loan of the Régie;

(2) guarantee the performance of any obligation of the Régie;

(3) authorize the Minister of Finance to advance to the Régie any amount deemed necessary for the carrying out of this act, at such rate of interest, for such time and on such other conditions as it may determine.

The sums which the Government may be called upon to pay under such guarantees or to advance to the Régie shall be taken out of the consolidated revenue fund.]]

[[**24.** The moneys required for the carrying out of this act shall be taken, until 1 March 1978, out of the amounts obtained under sections 22 and 23 and, from such date, out of the amounts collected for the purposes of this act, which shall be remitted to the Régie with the interest and penalties relating thereto, after deducting the reimbursements and taking into account the adjustments arising out of agreements and the collection costs determined by the Government.]]

25. Notwithstanding section 13, the Régie may, until 1 March 1978, appoint and remunerate the secretary and other functionaries and employees of the Régie according to the staff requirements, standards and scales established by by-law of the Régie approved by the Government; if they are still in office on such date, the Civil Service Act (1965, 1st session, chapter 14) then becomes applicable to them without other formal-
ity

26. La Commission des accidents du travail de Québec constituée en vertu de la Loi des accidents du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 159) peut, avec l'autorisation du gouvernement, conclure avec la Régie tout contrat de service ou tout accord relatifs à l'application de la présente loi.

27. Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières est chargé de l'application de la présente loi.

28. La présente loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du gouvernement, à l'exception des articles exclus par cette proclamation, lesquels entreront en vigueur à toute date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.

26. The Québec Workmen's Compensation Commission established under the Workmen's Compensation Act (Revised Statutes, 1964, chapter 159) may, with the authorization of the Government, make with the Régie any contract of service or any agreement relating to the application of this act.

27. The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions is responsible for the carrying out of this act.

28. This act shall come into force on the date to be fixed by proclamation of the Government, except the sections excluded by such proclamation, which shall come into force on any later date to be fixed by proclamation of the Government.